

Découvrir les approches efficaces

L'expérimentation et la recherche en politique sociale à la SRSA

Février 2011

DANS CE NUMÉRO

- Comblent les lacunes en matière d'alphabétisation et de compétences essentielles grâce à un projet de démonstration novateur
- L'expérimentation au service de l'élaboration des politiques
- La sensibilisation aux possibilités d'ÉPS sous un nouvel angle
- Ensemble, pour une Colombie-Britannique en meilleure santé
- La SRSA présente des exemples concrets de l'utilisation du bien-être subjectif en matière de recherche sur les politiques
- La formation dans un monde décentralisé : intégration, adaptation et partenariats
- La SRSA prend part aux délibérations sur l'accessibilité à l'éducation postsecondaire du comité sénatorial
- Publications récentes
- In memoriam : Paul Bernard

Comblent les lacunes en matière d'alphabétisation et de compétences essentielles grâce à un projet de démonstration novateur



Au cours de la dernière décennie, un nombre grandissant de travaux de recherche ont décelé des lacunes en ce qui a trait à l'alphabétisation et aux compétences essentielles (ACE) de la main d'oeuvre canadienne. Ils ont révélé des conséquences négatives possibles sur les objectifs opérationnels des entreprises, telles qu'une baisse de la productivité, une hausse des coûts liés à la

production et aux ressources humaines et, à la limite, une baisse de la rentabilité. De plus, les répercussions d'un faible taux d'alphabétisation sur les travailleurs pourraient se manifester par un salaire et une stabilité d'emploi inférieurs, et même des risques plus élevés de blessures en milieu de travail.

Bien que nombre de renseignements non scientifiques indiquent qu'une formation en matière d'ACE pourrait aider à corriger ces lacunes, la prestation de cette formation en milieu de travail reste peu fréquente dans plusieurs secteurs, malgré le soutien et les efforts considérables déployés pour en faire la promotion par les conseils sectoriels. Le faible investissement des entreprises dans

la formation en ACE pourrait s'expliquer, en partie, par l'absence d'une analyse de rentabilisation rigoureuse témoignant clairement de l'amélioration du rendement et, en définitive, du rendement supérieur du capital investi à la suite de la formation en ACE. Grâce au financement du Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles (BACE) de Ressources humaines et Développement des compétences Canada, la SRSA s'efforcera de recueillir ces éléments probants en administrant un projet de démonstration de grande envergure qui aura pour but d'évaluer la formation en ACE en milieu de travail selon les méthodes les plus rigoureuses.

Le projet sur l'alphabétisation et les compétences essentielles en milieu de travail fait appel à une méthodologie de répartition aléatoire afin de proposer les mesures les plus fiables des impacts de la formation en ACE sur les compétences, le rendement et autres résultats des travailleurs, en fonction des objectifs de ces derniers et des entreprises. Lancé en février 2010, le projet se terminera en février 2013. Entre 80 et 100 entreprises seront recrutées ainsi qu'un maximum de 1 200 travailleurs, dont la moitié suivra la formation tandis que l'autre moitié composera le groupe témoin de l'étude. La stratégie de recherche sera répartie en trois volets principaux : une évaluation expérimentale des impacts, une recherche sur la mise en oeuvre visant à examiner les leçons et les meilleures pratiques en matière de prestation, et une analyse avantages-coûts, pour évaluer le rendement des investissements de la formation en ACE donnée par les entreprises et le gouvernement.

Comme suite à un processus exhaustif d'analyse et de mobilisation sectorielles, le secteur de l'hébergement de l'industrie touristique a été sélectionné comme secteur cible du projet. Les conditions dans ce secteur sont les plus propices au maintien de l'intégrité de l'évaluation. Les résultats seront aussi pertinents pour plusieurs postes en contact direct avec la clientèle dans d'autres secteurs des services, dont les services d'alimentation, les ventes au détail et d'autres postes de commis et d'administration. De nombreux partenaires d'un bout à l'autre du pays mettront le projet en oeuvre, soit le Conseil canadien des ressources humaines en tourisme et ses homologues de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan, de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve-et-Labrador. Des solutions de formation seront élaborées et mises en place de pair avec SkillPlan et The Training Group du Douglas College, chefs de file en formation en matière de compétences essentielles.

David Gyarmati, directeur de recherche à la SRSA, mène le projet sur l'alphabétisation et les compétences essentielles en milieu de travail. En novembre dernier, il a présenté les objectifs et la conception du projet à la Canadian Literacy and Learning Coalition. Lire les [notes sur son exposé](#) (en anglais).

L'expérimentation au service de l'élaboration des politiques

D'influents experts et praticiens du Royaume-Uni, de Singapour, des Pays-Bas, du Brésil, de l'Australie et du Canada se sont réunis en septembre dernier à Singapour afin de discuter de la façon dont les gouvernements peuvent étudier et anticiper l'avenir, ainsi que de la façon dont ils peuvent innover et s'adapter afin d'accroître la probabilité de résultats favorables sur le plan social. Il s'agissait de la quatrième table ronde dans le cadre du projet New Synthesis, réseau international en matière de recherche concertée, qui tire parti des connaissances et de l'expérience collectives de hauts fonctionnaires, de chercheurs et d'universitaires provenant de six pays et de 25 organismes dans le but d'élaborer une nouvelle synthèse de l'administration publique « harmonisée avec les enjeux reliés au service du bien public au XXI^e siècle. »

Jean-Pierre Voyer, président de la SRSA, a été convié à la table ronde de Singapour qui portait sur les préparatifs permettant au gouvernement de faire face à l'imprévisible. Sa présentation examinait comment un outil de recherche essentiel et puissant – l'expérimentation, ou plus précisément, les expériences sociales – peut faciliter l'élaboration de politiques. L'expérimentation permet aux dirigeants politiques de mesurer l'importance et l'envergure des résultats escomptés d'un nouveau programme ou d'une nouvelle politique avant sa mise en oeuvre à grande échelle, et de cerner les effets indésirables ou involontaires. L'utilisation régulière et systématique d'expériences, c.-à-d. des projets de démonstration basés sur de rigoureuses méthodes d'évaluation, peut grandement contribuer aux capacités d'anticipation des gouvernements. Elle peut leur faciliter la tâche à cet égard et renforcer la capacité d'adaptation des collectivités grâce à l'apprentissage collectif. Plusieurs raisons incitent les gouvernements à miser sur l'expérimentation :

- L'expérimentation met des idées à l'essai (en relevant les obstacles, en estimant les taux de participation, en mesurant les résultats prévus et imprévus, en analysant les impacts et en obtenant les avantages-coûts).
- Il est nécessaire d'innover pour surmonter les problèmes complexes qui se dessinent, et l'expérimentation joue un rôle important dans ce processus d'innovation.
- Les expériences sociales peuvent permettre de communiquer les nouvelles pratiques.

Au cours des 40 dernières années, l'expérimentation sociale est devenue l'une des principales activités de recherche et son utilisation est répandue. Lire les [notes sur l'exposé](#) de Jean-Pierre Voyer (en anglais). Lire davantage au sujet du projet [New Synthesis](#) (en anglais).



Jocelyne Bourgon, membre du conseil de la SRSA (première rangée, en quatrième place de la gauche), Jean-Pierre Voyer, président de la SRSA (deuxième rangée, au centre), et les délégués du projet New Synthesis. Table ronde de Singapour, septembre 2010.

La sensibilisation aux possibilités d'ÉPS sous un nouvel angle



La SRSA met à l'essai un nouveau programme intitulé La vie après l'école secondaire qui offre du soutien aux élèves du secondaire en Colombie-Britannique pour présenter une demande d'admission à un programme postsecondaire et une demande d'aide financière aux étudiants.

En collaboration avec le professeur Phil Oreopoulos de l'université de Toronto, la SRSA élabore, met en oeuvre et évalue La vie après l'école secondaire dans les écoles secondaires britanno-colombiennes enregistrant les plus faibles taux de diplômés qui amorcent la transition vers des études postsecondaires (ÉPS). Le recrutement des écoles participantes a débuté en avril 2010. Dès septembre, la SRSA s'était assurée du concours de 50 directeurs d'école et avait obtenu l'autorisation de leur arrondissement scolaire. La moitié des écoles a été choisie au hasard pour profiter du programme, tandis que l'autre moitié a été assignée à un groupe témoin aux fins d'évaluation.

La méthode universelle du programme est innovatrice. À l'occasion de trois ateliers, tous les élèves de 12^e année devraient présenter une demande d'admission à un programme d'études d'un collège ou d'une université de la Colombie-Britannique, et apprendre comment obtenir de l'aide financière. Tous les élèves sont invités aux ateliers dans le cadre d'une stratégie visant à accroître la participation de ceux qui sont moins enclins à s'inscrire à des études postsecondaires. Le programme contourne les obstacles financiers au processus en payant les frais d'admission. Ainsi, les élèves peuvent connaître leur admissibilité à n'importe quel établissement d'enseignement public de la province. Bien que le programme ne garantisse pas l'admission à leur programme préféré, les élèves de 12^e année profiteront néanmoins d'une sensibilisation accrue et de précieuses connaissances au sujet des processus de demande d'admission et d'aide financière aux études postsecondaires en Colombie-Britannique.

Le programme est réparti en trois ateliers d'une heure donnés l'automne et le printemps, durant les heures normales de classe. Le premier atelier aide les élèves à choisir un collège ou une université et à fixer leur budget d'études postsecondaires. Le deuxième atelier les oriente relativement au processus de demande d'admission à un programme postsecondaire (le paiement des frais d'admission à un programme dans n'importe quel établissement de la province est inclus). Le troisième atelier les guide quant à la présentation d'une demande d'aide financière aux étudiants. Au cours des trois séances, les élèves obtiennent des renseignements au sujet des avantages des ÉPS et pas à pas, de l'aide pratique sur la façon de s'inscrire à des ÉPS et de demander de l'aide financière.

L'objectif principal de cette initiative consiste à hausser le pourcentage d'élèves qui entreprennent des études postsecondaires. Tous ceux qui présentent des demandes d'admission ne s'inscriront peut-être pas immédiatement à un établissement, mais à la lecture des lettres d'acceptation, certains pourraient être incités à aller de l'avant, alors qu'ils n'auraient même pas tenté leur chance en l'absence du programme. Les résultats seront mesurés en comparant les données administratives relatives aux taux de transition vers des études postsecondaires des 25 écoles du groupe programme aux données des 25 écoles du groupe témoin. Accroître la sensibilisation et les connaissances des élèves de 12^e année relativement aux possibilités postsecondaires pertinentes figure aussi parmi les objectifs du programme, mesurés au moyen d'un sondage effectué en juin

2011. À la fin du programme, les élèves devraient être mieux en mesure de présenter des demandes ultérieurement. Même si le financement actuel ne couvre que l'évaluation des effets au cours de la première année, celle-ci a été conçue de façon à contrôler les différences dans les résultats des élèves pendant cinq ans.

L'expérience La vie après l'école secondaire a été lancée en mars 2010 grâce au financement du Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE) de Ressources humaines et Développement des compétences Canada, avec le soutien de StudentAid BC. Les résultats devraient être publiés au cours de l'été 2012.

Ensemble, pour une Colombie-Britannique en meilleure santé

Au cours des trois dernières années, la SRSA a eu la chance d'évaluer plusieurs projets de promotion de la santé mis en oeuvre d'un bout à l'autre de la Colombie-Britannique (C.-B.) En 2006, le gouvernement provincial a accordé une subvention unique de l'ordre de 25 millions de dollars à la BC Healthy Living Alliance (BCHLA) dans le but d'améliorer la santé des Britanno-Colombiens. Une première dans la province, le projet rassemblait des organismes clés dans le domaine de la promotion de la santé et dans d'autres secteurs, ainsi que des collectivités. Les membres de la BCHLA ont collaboré à l'élaboration et à l'exécution de quinze projets en faveur d'un mode de vie sain, sous quatre aspects stratégiques : les saines habitudes alimentaires, l'activité physique, la réduction du tabagisme et le renforcement des capacités communautaires.

La BCHLA a conclu une entente avec la Michael Smith Foundation for Health Research afin de mener une évaluation indépendante. En 2007, la SRSA a été engagée par la Fondation à cette fin. Six des projets ont été sélectionnés aux fins d'une évaluation des résultats et un autre, pour une étude de cas.

L'équipe d'évaluation de la SRSA s'est appuyée sur une variété de méthodes de recherche afin de se pencher sur les projets sélectionnés. Des concepts d'évaluation du processus, d'évaluation des résultats et d'évaluation formative ont été utilisés, ainsi que divers moyens de collecte d'information comme des enquêtes, des observations, des groupes de discussion, des visites sur place, des entrevues auprès de participants clés et des études de cas.

Les présidents de la BCHLA ont reconnu, dans leur rapport final sur les projets, que les résultats de l'évaluation effectuée par la SRSA jettent une lumière nouvelle sur leur travail dans les collectivités de la province. Qui plus est, les résultats ont contribué à la recherche sur les quatre aspects stratégiques d'un mode de vie sain. La SRSA a évalué les projets suivants :

Saines habitudes alimentaires

- **Sip Smart! BC.** Le projet de sensibilisation aux boissons sucrées en milieu scolaire consiste à informer les élèves de 4^e, de 5^e et de 6^e années des risques pour la santé liés à ces boissons, dans le but d'en réduire la consommation. Lire le **résumé** de l'évaluation (en anglais).
- **Projet de vente de boissons et d'aliments sains dans les installations récréatives.** Ce projet vise à promouvoir la vente d'aliments sains dans les lieux de travail et de loisirs. Lire le **résumé** de l'évaluation (en anglais).
- **Projet du buffet à salades de la ferme à l'école.** Afin d'accroître la consommation de fruits et de légumes par les enfants d'âge scolaire, ce projet favorise l'accès à des aliments cultivés

localement, frais, nutritifs et adaptés à la réalité culturelle. Lire le [résumé](#) de l'évaluation (en anglais).

Réduction du tabagisme

- **Projet d'immeubles résidentiels à logements multiples sans fumée.** Il a pour but d'aider les propriétaires intéressés à offrir un nombre plus élevé de logements volontairement sans fumée dans des immeubles à logements multiples. Lire le [résumé](#) de l'évaluation (en anglais).
- **Projet des milieux de travail sans tabac.** Ce projet aide les employeurs à créer des milieux de travail sans fumée et à offrir des ressources aux employés qui veulent arrêter de fumer. Lire le [résumé](#) de l'évaluation (en anglais).

Activité physique

- **Walk BC.** Ce projet a été conçu afin de sensibiliser la population à l'importance d'un mode de vie actif; il appuie et favorise la marche comme facteur clé pour accroître la santé et le bien-être dans les collectivités. Il offre aussi du soutien dans le cadre du Physician Engagement Program aux médecins de la province qui souhaitent mettre des ressources à la disposition de leurs patients. Lire le [résumé](#) de l'évaluation (en anglais).

Amélioration des capacités communautaires

- **Stratégie de renforcement des capacités communautaires.** Cette stratégie incite les gens à rendre leur collectivité plus saine et plus vivante. Lire le [résumé](#) de l'évaluation (en anglais).

Pour de plus amples renseignements au sujet des rapports d'évaluation de la SRSA, communiquez avec Susanna Gurr, directrice de recherche, SRSA. Pour en savoir plus au sujet des projets de la BCHLA, écrivez à Samantha Hartley-Folz, agente de liaison relative aux subventions, BCHLA.

Lire davantage au sujet des [projets de la BCHLA](#) (en anglais).

La SRSA présente des exemples concrets de l'utilisation du bien-être subjectif en matière de recherche sur les politiques

Depuis quelques années, un nombre sans cesse croissant de travaux de recherche se penchent sur les facteurs déterminants du bonheur, ou du bien-être subjectif (BES), ainsi que sur ses répercussions sur les politiques publiques. En décembre 2010, le Centre d'étude des niveaux de vie (CENV), de concert avec l'Institute for Competitiveness and Prosperity (ICP), a tenu à Ottawa une conférence et une série de discussions entre experts dans le but de faire le bilan de ces nouvelles études, et d'examiner le rôle du BES dans le domaine des politiques publiques au Canada.

Plusieurs universitaires éminents ont pris la parole, y compris le conférencier d'honneur, John Helliwell, professeur émérite, membre du conseil de la SRSA et expert de renom international en matière de bien-être et de satisfaction de vivre. John Helliwell a souligné l'importance du contexte social et de la confiance pour déterminer les degrés de bonheur, et s'est prononcé en faveur d'études et d'une utilisation empiriques plus étendues du BES dans le cadre des analyses avantages-coûts.

David Gyarmati, directeur de recherche à la SRSA, a aussi été invité à exprimer son point de vue sur le rôle du BES dans la recherche en matière de politiques. Il a traité de l'importance d'inclure des mesures de la satisfaction de vivre et du capital social dans les évaluations des politiques, citant quelques exemples concrets de leur utilisation novatrice dans la recherche menée à la SRSA. Il a insisté sur la nécessité de méthodologies rigoureuses telles que la répartition aléatoire, d'une structure complète dans l'optique des évaluations et des analyses avantages-coûts, y compris d'une vaste gamme de facteurs déterminants du BES.

La conférence a été largement médiatisée à l'échelle nationale et locale. Notamment, des correspondants de la Canadian Broadcasting Corporation (CBC) ont interviewé le président du CENV et membre du conseil de la SRSA, Ian Stewart. *The Globe and Mail* a publié un article pleine page à la suite de l'événement.

Lire les [notes sur l'exposé](#) de David Gyarmati, de la SRSA (en anglais).

Lire l'ordre du jour intégral de la conférence et les notes sur les autres exposés sur le [site Web du CENV](#) (en anglais).

La formation dans un monde décentralisé : intégration, adaptation et partenariats

Afin de développer son thème, « Regagner le terrain perdu, ensemble : pressions budgétaires, fédéralisme et politiques sociales », le Queen's International Institute on Social Policy 2010 a convié Karen Myers, associée principale supérieure de recherche à la SRSA, à se prononcer sur les politiques qui favorisent l'investissement dans le capital humain à une étape plus tardive de la vie.

Les politiques en matière de formation liée au marché du travail occupent une plus large place depuis quelques années. Dans une économie de plus en plus dynamique, un nombre croissant de travailleurs pourraient devoir s'adapter au marché du travail et obtenir de l'aide afin de planifier leur avenir, car il leur sera peut-être nécessaire de changer complètement d'occupation ou de secteur. Au fur et à mesure de l'accroissement et de l'évolution des exigences professionnelles, les travailleurs moins spécialisés sont particulièrement vulnérables et sont aux prises avec l'obligation de se perfectionner.

Au cours des 15 dernières années, les gouvernements ont revu le cadre des politiques d'intervention sur le marché du travail. Maintenant que chaque province et territoire a signé une Entente sur le développement du marché du travail (EDMT) avec le gouvernement fédéral, les programmes et services de formation peuvent être adaptés afin de satisfaire aux besoins changeants des Canadiens. L'occasion est dorénavant tout indiquée pour revoir les politiques en matière de formation dans le cadre d'une stratégie globale sur le développement du capital humain qui contribue à un programme de croissance et de prospérité vaste et progressif.

Quels éléments sont nécessaires sur le plan politique pour concrétiser ce programme élargi? La révision des EDMT a soulevé la question principale de l'accès à la formation pour ceux qui ne sont pas admissibles aux prestations d'assurance-emploi (AE). En réponse, le gouvernement fédéral s'est engagé à investir 500 millions de dollars de plus chaque année par l'intermédiaire d'ententes relatives au marché du travail (EMT). Il a aussi offert d'examiner la faisabilité de transférer des fonds à des programmes en vigueur à l'intention de groupes vulnérables. Plusieurs ententes et projets viennent maintenant s'ajouter aux EDMT et aux EMT. De pair avec des investissements

provinciaux et territoriaux, les dépenses annuelles consacrées à la formation des chômeurs seront de l'ordre de 2,5 milliards à 3 milliards de dollars.

Bien qu'en pratique, les EMT et autres ententes soient considérées comme le nouveau concept de formation, les fonds ont été utilisés de façon plutôt ponctuelle. Il persiste une multitude de programmes et de services administrés par divers ministères, définis par les bailleurs de fonds plutôt que par les exigences et les objectifs individuels des travailleurs. Nombre de provinces ont commencé à intégrer la prestation de leurs services en offrant une gamme cohérente de services aux chômeurs, peu importe leur admissibilité aux divers programmes et leur lieu de résidence.

De nombreuses avancées ont été réalisées, mais il reste encore beaucoup à faire. Dans certaines provinces, la collaboration interministérielle est quasi-inexistante, particulièrement entre les ministères responsables de l'éducation, du développement économique et de la citoyenneté et de l'immigration. Bien qu'à l'échelle internationale des études laissent entrevoir un besoin pressant de créer une structure commune de politiques en matière de services d'emploi, d'éducation des adultes et de développement économique, le dialogue entre les divers domaines au Canada laisse à désirer.

Alors, de quoi avons-nous besoin pour progresser? De plus d'information et de plus de possibilités d'apprentissage en matière de politiques entre les diverses compétences. Tandis que l'incertitude relative au moyen de résoudre un problème croît, l'importance de l'information à cet égard croît également. Néanmoins, il est étonnant de constater que le programme actuel de recherche sur la formation liée au marché du travail au Canada est peu développé. La structure d'évaluation des EDMT est étroitement définie. Le grand public dispose de peu d'information répondant à leurs interrogations de base, par exemple, quelle formation les Canadiens suivent-ils et quels types de formation permettent de décrocher un emploi suffisamment rémunérateur.

Devant des possibilités de plus en plus complexes en ce qui a trait à l'élaboration des politiques, des partenariats fédéraux, provinciaux et territoriaux novateurs s'imposent afin de recueillir de l'information et de l'utiliser afin de trouver des solutions réalisables, tant sur le plan technique que sur le plan politique.

Lire les [notes](#) sur l'exposé de Karen Myers ou visionner la [vidéo](#) (en anglais).

La SRSA prend part aux délibérations sur l'accessibilité à l'éducation postsecondaire du comité sénatorial

Au cours de l'été 2010, la SRSA a été invitée à se présenter devant le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie qui se penchait sur l'accès aux études postsecondaires (ÉPS) au Canada. La SRSA a donné aux sénateurs un aperçu de quatre de ses projets mettant à l'épreuve de nouvelles méthodes d'accroître l'accès aux ÉPS, en particulier à l'intention de groupes sous-représentés (comme les élèves issus de familles à faible revenu, issus de collectivités désavantagées, les élèves de première génération* et les élèves autochtones) :

* Par élève de première génération, on entend ceux dont aucun parent n'a obtenu ni un diplôme ni un certificat postsecondaire.

- **Un avenir à découvrir.** Ce projet de démonstration fait appel à 5 400 élèves du secondaire au Nouveau-Brunswick et au Manitoba. Il évalue l'intervention précoce d'un programme d'information sur les ÉPS, *Explorez vos horizons*, et d'une garantie anticipée d'aide financière aux étudiants, *Fonds du savoir*.
- **AVID C.-B.** Ce projet pilote met en cause plus de 1 300 élèves du secondaire en Colombie-Britannique. Il analyse un programme américain de préparation à l'université, intitulé Advancement Via Individual Determination (AVID), à l'intention des élèves obtenant des résultats scolaires moyens qui sont peu susceptibles d'entreprendre des ÉPS sans un certain soutien.
- **Volonté de payer les ÉPS.** À l'aide d'indicateurs manipulés expérimentalement, ce projet examine la sensibilité de groupes sous-représentés au coût des ÉPS afin de déterminer si l'aversion pour les prêts peut représenter un obstacle à l'accès.
- **La vie après l'école secondaire.** Dans le cadre de ce projet de démonstration portant sur la vie après le secondaire, des élèves de 25 écoles secondaires de la Colombie-Britannique ayant enregistré de faibles taux de transition vers les ÉPS reçoivent des renseignements au sujet des avantages des ÉPS et pas à pas, une aide pratique sur la façon de présenter une demande d'admission à un établissement postsecondaire de la province et une demande d'aide financière aux étudiants.



Sénat du Canada

Jean-Pierre Voyer, président de la SRSA, et Heather Smith-Fowler, associée principale de recherche à la SRSA, ont brièvement décrit la nature de ces projets et les importantes questions de politiques auxquelles la SRSA tente de répondre. Ils ont souligné que trois de ces projets de grande envergure sont en fait des expériences sociales et sont basés sur la répartition aléatoire des élèves et des écoles participants. Ils ont ajouté qu'il s'agissait de la façon la plus fiable et la plus précise de déterminer si ces projets influent sur les taux de participation aux ÉPS.

Lire les [notes](#) sur l'exposé de Jean-Pierre Voyer.

Lire la [transcription](#) des délibérations du comité sénatorial.

Publications récentes

Volonté des groupes sous-représentés de payer leurs études postsecondaires

Ce rapport de recherche publié en septembre 2010 par la SRSA et le Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur (COQES) aborde l'influence possible des obstacles financiers sur la sous-représentation de certains groupes au niveau postsecondaire. Il indique qu'une impression négative des coûts des ÉPS et du recours aux prêts aux étudiants pourrait dissuader certains élèves de poursuivre leurs études. [Lire le rapport.](#)

Rapport final sur le projet *\$avoir en banque*

La SRSA a publié les résultats finaux du projet de démonstration *\$avoir en banque*, qui avait pour but principal d'évaluer l'efficacité de comptes individuels de développement (CID) pour inciter des Canadiens à faible revenu à épargner en vue de s'inscrire à l'éducation des adultes ou à démarrer une petite entreprise. [Lire le rapport.](#)

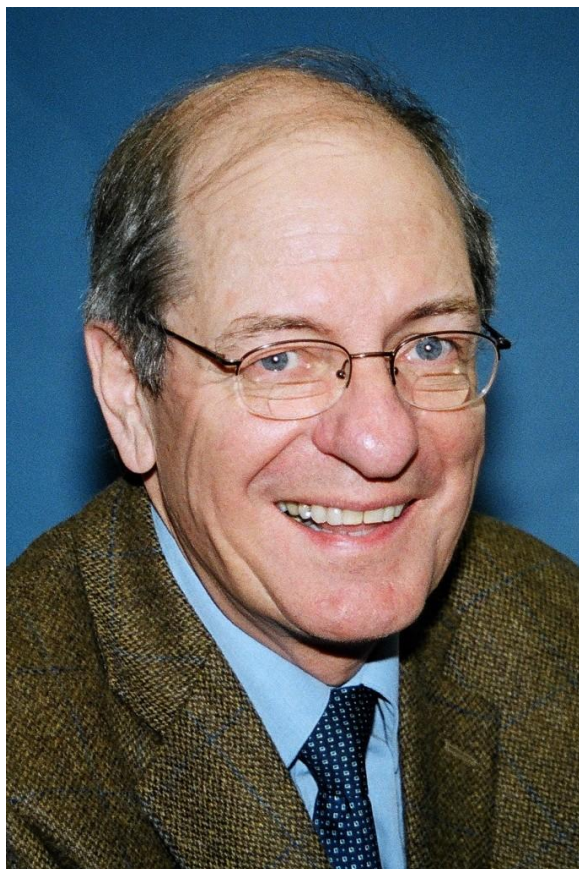
Rapport sur les impacts intermédiaires du projet pilote AVID C.-B.

Le deuxième rapport de la SRSA sur le projet pilote AVID C.-B. révèle qu'une version canadienne d'un programme américain de la filière préuniversitaire aide des élèves du secondaire en Colombie-Britannique à se préparer à des études postsecondaires. AVID C.-B. se concentre sur les élèves qui sont « dans la moyenne » (qui, autrement, pourraient ne pas entreprendre d'études postsecondaires), et leur permet de développer les compétences scolaires et organisationnelles dont ils ont besoin pour poursuivre leurs études. [Lire le rapport.](#)

Rapport sur la mobilité de la main d'oeuvre entre l'Union européenne et le Canada

La SRSA a collaboré à un récent rapport de L'Organisation pour les carrières en environnement (ECO Canada) intitulé *Labour Mobility Between EU and Canada*. Il jette un regard sur la possibilité d'attirer au Canada des travailleurs qualifiés dans le domaine de l'environnement provenant de pays d'Europe centrale et de l'Est ainsi que de la France. Il cerne aussi les principaux obstacles à la mobilité de travailleurs étrangers au Canada et à l'intérieur de l'UE, et examine les projets visant à faciliter cette mobilité. [Lire le rapport](#) (en anglais).

In memoriam : Paul Bernard



Paul Bernard, membre du Conseil d'administration de la SRSA depuis 2002, s'est éteint le 6 février.

Docteur en sociologie de la Harvard University, Paul Bernard était professeur de sociologie à l'Université de Montréal. Il privilégiait la recherche et l'enseignement dans les domaines des inégalités sociales et du parcours de vie, de l'épistémologie et des méthodes. Ses travaux récents, d'envergure nationale et internationale, portaient sur la qualité de l'emploi, la cohésion sociale, le capital social, les régimes d'aide sociale, les inégalités sociales en matière de santé, les indicateurs du développement social, du parcours de vie et de l'investissement social, la flexicurité et la pauvreté parmi les familles monoparentales.

Il apportait son concours à de nombreux organismes, dont le Conseil national de la statistique et le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion sociale, qui conseille le gouvernement du Québec quant à l'élaboration de politiques sociales. Il a joué un rôle clé dans le développement du réseau national de centres de données expérimentales et a contribué de façon appréciable à l'avancement des statistiques sociales au pays.

Le président de la SRSA, Jean-Pierre Voyer, a eu l'honneur de connaître Paul Bernard et de travailler avec lui au cours des 20 dernières années, dans diverses fonctions. « Il manquera grandement non seulement à tout le personnel de la SRSA, mais à tous ceux qui ont été touchés par son enthousiasme, son appui et son apport intellectuel. Paul Bernard avait établi un vaste réseau de responsables politiques, tant à Ottawa qu'au Québec, et d'universitaires, au Canada et en Europe. Tous ses étudiants éprouvaient une profonde estime pour lui. Nous garderons toujours le souvenir de son aptitude à réunir des gens de divers milieux et secteurs et à les amener à collaborer efficacement. Son départ est vivement ressenti par tous ceux qui ont eu la chance d'entretenir de fructueuses et agréables conversations avec lui au sujet de questions sociales importantes. »

Le conseil d'administration et l'ensemble du personnel de la SRSA expriment leurs sincères condoléances à la famille de Paul Bernard.